



Déclaration du SNES

CAPN 7 février 2014

Lors de chaque groupe de travail ou CAPN, nous vous alertons sur les dégradations des conditions de travail subies par nos collègues qui voient leurs CIO fusionnés ou fermés sans considération ni pour les usagers, ni pour les copsy, directeurs ou personnels administratifs. Nous vous parlions le 23 janvier en particulier de la situation de Lyon, de Versailles, d'Orléans-Tours et de Rouen.

Le 30 janvier dernier s'est tenu une 1<sup>ère</sup> réunion du groupe de travail Orientation où la démarche et les contours des discussions ont été définies. Le prochain GT sera consacré à l'architecture du système d'orientation de l'éducation nationale pour les élèves et les étudiants, et de la place et des missions des CIO. L'articulation avec le Service Public d'Orientation Régional devra être également abordé. Pour nous il ne saurait être question de détourner les CIO, les copsy et directeurs de leurs missions principales qui s'exercent en direction des élèves, des familles et des étudiants. La participation au SPRO doit être encadrée nationalement, définie par le ministère de l'Éducation Nationale, et limitée au 1<sup>er</sup> accueil de tout public, ainsi que nous le réalisons depuis toujours.

Lors de cette réunion, les organisations syndicales ont toutes demandé au minimum un moratoire sur les projets de fermetures de CIO. Le directeur de cabinet de Monsieur Peillon s'y était engagé. Force est de constater que le ministère ne semble pas être entendu par les rectorats. A Versailles, les CIO de Chatenay-Malabry, Sceaux et Clamart sont toujours prévus à la fermeture ... Pour Chatenay-Malabry, fin mars, le CIO disparaîtra. Le projet de fermeture de deux des six CIO Marseillais continue d'avancer. Quant à Rouen, le DRH a maintenu le 4 février, devant les collègues du SNES venus l'interroger en lien avec la saisine du CHSCT, que rien ne bougerait. Le démantèlement du réseau ainsi qu'il est prévu à Rouen, avec la mise en résidence des conseillers d'orientation-psychologues en établissements, serait maintenu en l'état... En revanche le maire d'une ville dont le CIO devait fermer a été informé le 31 janvier de l'annulation de la fermeture. Les collègues, copsy, dcio et personnels administratifs l'ont appris le lendemain par la presse. Ils ont également appris par un journaliste, qui s'était procuré le courrier de Madame le Recteur, que si le

CIO était maintenu, il déménagerait, mais qu'aussi il passerait de cinq copsy à trois !!! A ce jour, le CIO n'a toujours pas eu connaissance officielle de ce changement.

Nous ne commenterons pas ici l'attitude du Recteur de Rouen, mais vous imaginez bien l'amertume et la colère des collègues ainsi méprisés !!

Cette CAPN a donc lieu dans le climat particulier que nous venons de décrire. Le nombre de postes qui sera finalement disponible pour le tableau d'avancement est en forte baisse. Les incertitudes qui pèsent sur l'avenir des CIO, sur l'avenir même de la fonction de directeur de CIO, influencent lourdement les choix de nos collègues. Aujourd'hui, nous ne traitons le mouvement que de nos collègues directeurs qui souhaitent muter. La prochaine CAPN étudiera les demandes des copsy qui souhaitent le devenir. D'ores et déjà, nous pouvons dire que le nombre de candidats sera en forte baisse. Les copsy observent l'évolution de la charge de travail de directeur. Ils voient leur rôle se complexifier et leur charge augmenter, sans que pour autant l'investissement exponentiel qui leur est demandé soit reconnu, ni sur le plan de la rémunération, ni sur le plan d'une plus grande considération ou respect de leur travail. Ce qui se passe à Rouen, à l'échelle d'une académie entière, aujourd'hui, après avoir eu lieu à Lille, Grenoble, Lyon ou Versailles, décourage nombre de collègues à vouloir devenir directeurs.

Comment dans ces conditions, pourrait se poursuivre de façon sereine une réflexion qui engagera l'avenir du service d'orientation de l'éducation nationale ? Comment parler de dialogue social alors que des rectorats semblent oublier que l'éducation nationale n'est pas une entreprise privée, où des responsables, même de haut niveau, peuvent faire fi des engagements de leur ministère de tutelle, à moins de penser que les discours ne sont pas les mêmes selon les interlocuteurs, ce que nous ne pouvons imaginer !

Nous réitérons donc notre demande d'arrêt de toutes les fermetures et fusions prévues.